

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2023

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Claude Ladouceur, CPA, OMA, Trésorier, suis responsable de la préparation du Rapport financier de Ville de Westmount pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023 et atteste de sa véracité.

[Originale signée]

Signature _____ Date 3 mai 2024

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	3
État de la situation financière	4
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	5
État des gains et pertes de réévaluation	6
État des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers	8
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	26
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	27
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	28
Charges par objets	29
Excédent (déficit) accumulé	30
Avantages sociaux futurs	34

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	41
Analyse des charges	53

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de la
Ville de Westmount

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Ville de Westmount (« la Ville »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2023 et les états des résultats, de la variation de la dette nette et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences possibles de la situation décrite dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » de notre rapport, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Westmount au 31 décembre 2023, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

Comme l'indique la note 2, la Ville n'a pas appliqué au 1er janvier 2023 les nouvelles directives du chapitre SP 3280 « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations », du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, ceci constitue une dérogation aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Considérant que la Ville n'a pas adopté le chapitre SP 3280 « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations », nous ne sommes pas en mesure de déterminer si des ajustements auraient dû être apportés au passif au titre des obligations liées à la mise hors service des immobilisations, aux immobilisations et à l'excédent accumulé au 31 décembre 2023 ainsi qu'à l'excédent de l'exercice terminé à cette date. Cette situation nous conduit donc à exprimer une opinion d'audit modifiée sur les états financiers de l'exercice considéré.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserve.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Westmount inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser son exploitation;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. (1)

(1) CPA auditeur, permis de comptabilité publique No. A128132

Brossard, 3 mai 2024

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalizations	
		2023	2023	2022
Revenus				
Taxes	1	101 738 400	101 338 256	98 688 968
Compensations tenant lieu de taxes	2	3 901 000	4 107 427	3 920 272
Quotes-parts	3			
Transferts	4	900 000	4 255 013	3 264 774
Services rendus	5	34 194 200	35 402 406	34 980 082
Imposition de droits	6	13 957 500	12 710 970	12 321 881
Amendes et pénalités	7	1 884 900	2 075 914	1 685 921
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	3 335 700	4 213 212	2 367 838
Autres revenus	10			
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	159 911 700	164 103 198	157 229 736
Charges				
Administration générale	14	27 020 500	26 320 494	25 153 540
Sécurité publique	15	30 038 900	29 792 010	30 467 449
Transport	16	34 335 900	33 345 079	31 399 279
Hygiène du milieu	17	12 574 300	11 682 453	11 556 199
Santé et bien-être	18	1 191 600	1 191 601	901 308
Aménagement, urbanisme et développement	19	5 669 100	5 135 555	5 069 733
Loisirs et culture	20	17 023 900	16 263 637	15 519 423
Réseau d'électricité	21	29 108 700	29 534 759	28 252 019
Frais de financement	22	829 500	1 218 556	763 772
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	157 792 400	154 484 144	149 082 722
Excédent (déficit) de l'exercice	25	2 119 300	9 619 054	8 147 014
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		233 791 612	225 644 598
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		233 791 612	225 644 598
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		243 410 666	233 791 612

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	10 335 170	3 149 318
Débiteurs (note 5)	2	18 473 676	21 907 583
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	35 122 485	50 000 000
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5	115 960	
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	64 047 291	75 056 901
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	33 738 929	35 460 421
Revenus reportés (note 11)	12	652 810	544 022
Dette à long terme (note 12)	13	9 276 000	9 276 000
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14	4 283 000	6 029 000
Autres passifs (note 14)	15		
	16	47 950 739	51 309 443
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	16 096 552	23 747 458
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	224 619 614	207 744 166
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20	2 694 500	2 262 755
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22		37 233
	23	227 314 114	210 044 154
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	243 410 666	233 791 612
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	243 410 666	233 791 612
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	243 410 666	233 791 612
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalisations	
		2023	2023	2022
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 119 300	9 619 054	8 147 014
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	27 909 300)(	25 933 654)(	16 665 159)
Produit de cession	3			
Amortissement	4	9 058 200	9 058 206	8 669 519
(Gain) perte sur cession	5			
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	(18 851 100)	(16 875 448)	(7 995 640)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10		(431 745)	(172 008)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		37 233	(37 233)
	13		(394 512)	(209 241)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(16 731 800)	(7 650 906)	(57 867)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		23 747 458	23 805 325
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		23 747 458	23 805 325
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		16 096 552	23 747 458

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
Gains (pertes) de réévaluation cumulés au début de l'exercice	1	
Gains (pertes) non réalisés attribuables aux éléments suivants :		
Dérivés	2	
Placements de portefeuille	3	
Autres		
▪	4.1	
Montants reclassés dans l'état des résultats		
▪	5.1	
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	6	
Autres éléments du résultat étendu présentés par les entreprises municipales	7	
Gains (pertes) de réévaluation cumulés à la fin de l'exercice	8	

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	9 619 054	8 147 014
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	9 058 206	8 669 519
Autres			
▪	3.1		
	4	18 677 260	16 816 533
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	3 433 907	(3 350 860)
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	(2 518 249)	5 239 339
Revenus reportés	8	108 788	(21 857)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9	(1 746 000)	(455 000)
Propriétés destinées à la revente	10		
Stocks de fournitures	11	(431 745)	(172 008)
Autres actifs non financiers	12	37 233	(37 233)
	13	17 561 194	18 018 914
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14	(25 136 897)	(21 549 433)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15		
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17	()	()
	18	(25 136 897)	(21 549 433)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19	(115 960)	()
Remboursement ou cession	20		65 081
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21	(35 122 485)	()
Cession	22	50 000 000	
	23	14 761 555	65 081
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24		
Remboursement de la dette à long terme	25	()	()
Variation nette des emprunts temporaires	26		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27		
Autres			
▪	28.1		
	29		
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	7 185 852	(3 465 438)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	3 149 318	6 614 756
Solde déjà établi	32		
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	33	3 149 318	6 614 756
Solde redressé	34	10 335 170	3 149 318
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Westmount (la "Ville") est un organisme municipal reconstitué le 1er janvier 2006, en vertu de la *Loi concernant la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités* (L.Q. 2003 chapitre 14), de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.Q., c. E-20.001) ainsi que du décret no 1229-2005 du 8 décembre 2005 concernant l'agglomération de Montréal, date à laquelle les actifs, les passifs et les surplus sont partagés avec la Ville de Montréal. La Ville demeurera liée avec les municipalités reconstituées ainsi que la Ville de Montréal résiduelle par l'intermédiaire de l'agglomération de Montréal.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

Les états financiers ont été préparés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, à l'exception de la norme SP 3280 - Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations qui n'a pas été appliquée au 1er janvier 2023.

Les états financiers contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

S/O

a) Périmètre comptable

S/O

b) Partenariats

S/O

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

La préparation des états financiers de la Ville, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent les revenus de taxation révisés non facturés, les droits de mutation non facturés, la provision pour créances douteuses, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, des contestations d'évaluation, des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de l'encaisse.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Placements de portefeuille

Les placements de portefeuille, qui sont constitués de certificat de dépôt garantis, sont comptabilisés au coût. Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable. Toute augmentation ultérieure de la valeur d'un placement ayant fait l'objet d'une réduction de valeur n'est comptabilisée à l'état des résultats qu'au moment de sa réalisation.

D) Passifs

Provision pour contestation d'évaluation

La provision pour contestation d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations foncières et à des contestations de codifications prévues en vertu de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

Passif au titre des sites contaminés

La Ville comptabilise un passif au poste Assainissement des sites contaminés lorsqu'il existe une norme environnementale, que la contamination dépasse cette norme, qu'ils sont directement responsables ou qu'ils acceptent la responsabilité, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable des montants en cause. Le passif comprend les coûts estimatifs de la gestion et de la réhabilitation des terrains contaminés ainsi que les coûts afférents à la maintenance et à la surveillance après assainissement, le cas échéant. L'évaluation de ces coûts est établie à partir de la meilleure information disponible et est révisée annuellement.

Revenus reportés

Les revenus reportés sont transférés aux revenus conformément aux conditions des accord ou lorsque les dépenses sont également comptabilisées.

Les sommes reçues pour fins de parcs et terrains de jeux en vertu de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* sont reportées jusqu'à ce qu'elles servent à acquérir ou aménager des terrains à ces fins.

E) Actifs non financiers

Stocks

Les stocks de fournitures sont comptabilisés au prix coûtant, établi selon la méthode du coût moyen. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation. Les immobilisations en cours de réalisation ne sont pas amorties. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis :

Infrastructures	15 à 40 ans
Réseau d'électricité	20 à 40 ans
Bâtiments	40 ans
Véhicules	10 et 20 ans
Ameublement et équipements de bureau	5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipements	10 ans

Les immobilisations en cours sont amorties dès leur mise en service.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

F) Revenus

Constataion des revenus

- Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles;
- Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés;
- Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement;
- Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur;
- Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date d'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;
- Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de la perception des contraventions et ajustées en fin d'exercice pour tenir compte des revenus courus concernant les contraventions émises et non perçues;
- Les dons sont constatés à la juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal;
- Les intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

S/O

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et des soins dentaires ainsi que de l'assurance vie offertes aux retraités;
- les autres avantages sociaux futurs comme le programme d'allocations de retraite payables aux participants du Régime de retraite pour les fonctionnaires et les employés de la Ville de Westmount et la rente supplémentaire versée par la Ville à une ancienne employée.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (« la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode dite de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de l'organisme municipal en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués au 31 décembre 2023 selon la méthode suivante :

- Pour le Régime de retraite pour les fonctionnaires et les employés de la Ville de Westmount : valeur lissée 5 ans.
- Pour le Régime complémentaire de retraite des policiers et pompiers de la Ville de Westmount : valeur marchande.

Les gains et les pertes actuariels pour les régimes autres que le Régime complémentaire de retraite des policiers et pompiers de la Ville de Westmount sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte. Pour le Régime complémentaire de retraite des policiers et pompiers de la Ville de Westmount, les gains et pertes actuariels sont amortis sur l'espérance de vie des retraités et bénéficiaires du Régime.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir
S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

I) Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie et les autres créances à recevoir sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les débiteurs à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités sont aussi classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'emprunt, les créditeurs et charges à payer, à l'exception des taxes à la consommation à payer, des avantages sociaux à payer et de la provision pour contestation d'évaluation, des intérêts courus à payer et des dettes sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale. Toutefois, lors de la comptabilisation initiale des éléments classés dans les instruments financiers évalués à la juste valeur, les coûts de transaction sont passés en charge.

J) Autres éléments

S/O

3. Modification de méthodes comptables

Adoption initiale- instruments financiers (chapitres SP 3450, SP 3041, SP 2601 et SP 1201)

À compter du présent exercice, l'organisme municipal a adopté les exigences des chapitres SP 3450, *Instruments financiers*, SP 3041, *Placements de portefeuille*, SP 2601, *Conversion des devises* et SP 1201, *Présentation des états financiers*, du *Manuel des états financiers*, du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*, applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2022. Le chapitre SP 3450 comprend des exigences relatives à la constatation, à la mesure et à la présentation des instruments financiers, notamment par la constatation à la juste valeur plutôt qu'au coût de certains instruments. Cette norme comprend également de nouvelles exigences importantes en ce qui concerne l'information à fournir aux états financiers, notamment sur les risques découlant des instruments financiers.

Les effets sur les états financiers de l'organisme municipal portent principalement sur ses prêts, ses placements et sa dette à long terme ainsi que sur les éléments de ses résultats, gains et pertes de réévaluation en découlant.

Ces nouvelles exigences ont été appliquées de façon prospective. Ainsi, il n'y a eu aucun retraitement des états financiers de l'exercice antérieur.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	2023	2022
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 10 335 170	3 149 318
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	
Autres éléments	3.1	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 10 335 170	3 149 318
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 () ()	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6 10 335 170	3 149 318
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	

Note

Les intérêts reçus au cours de l'exercice s'élèvent à 3 232 951 \$ (1 670 843 \$ en 2022).

5. Débiteurs

	2023	2022
Taxes municipales	9 3 672 689	7 310 880
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11 5 927 326	6 204 623
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12 2 673 489	1 928 363
Organismes municipaux	13 444 889	190 763
Autres		
▪ Hydro Westmount et Int. courus	14.1 5 755 283	6 272 954
	15 18 473 676	21 907 583
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17	
Organismes municipaux	18	
Autres tiers	19	
	20	
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21	
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises		
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22	
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	
Ministère de la Culture et des Communications	25 487 060	440 012
Autres ministères/organismes	26 5 440 266	5 764 611
	27 5 927 326	6 204 623

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

6. Prêts

		2023	2022
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪	30.1		
		31	
Provision pour moins-value déduite des prêts		32	

Note**7. Placements de portefeuille**

		2023	2022
Placements à titre d'investissement	33		
Autres placements	34	35 122 485	50 000 000
		35	50 000 000
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	36	27 852 746	23 740 353
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	37		

Note

Les placements de portefeuille sont composés de différents certificats de placements garantis : 30 000 000\$ portant intérêt à un taux de 6.35% (5.17% en 2022), échéant le 14 juillet 2024; 5 122 485\$ portant intérêt à un taux de 5.04% échéant le 3 janvier 2024 (5 000 000\$ portant intérêt à 5.11% échu le 16 novembre 2023 et 15 000 000\$ portant intérêt à un taux moyen de 3.41%, échu à différentes date en 2023).

8. Autres actifs financiers

		2023	2022
Propriétés destinées à la revente (note 16)	38		
Autres	39		
		40	

Note**9. Emprunts temporaires****10. Crédoeurs et charges à payer**

		2023	2022
Fournisseurs	41	8 494 219	11 672 243
Salaires et avantages sociaux	42	6 588 596	6 243 842
Dépôts et retenues de garantie	43	8 548 066	8 065 528
Provision pour contestations d'évaluation	44	639 150	
Autres			
▪ Provisions - poursuites, etc.	45.1	9 468 898	9 478 808
		46	33 738 929
			35 460 421

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

11. Revenus reportés

		2023	2022
Taxes perçues d'avance	47		
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	48		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	49		
Accès entreprise Québec	50		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	51		
Autres			
▪	52.1		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	53		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	54	190 270	62 879
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	55		
Société québécoise d'assainissement des eaux	56		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	57		
Autres contributions des promoteurs	58		
Fonds de redevances réglementaires	59		
Autres			
▪ Loyer perçu d'avance et sommes perçues d'avances HW	60.1	462 540	481 143
	61	652 810	544 022

Note**12. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2023	2022
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	4,00	4,80	2028	2028	62	9 276 000	9 276 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					63		
Gains (pertes) de change reportés					64		
					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	9 276 000	9 276 000
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	()	()
					72	9 276 000	9 276 000

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2023
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2024	73	888 000			888 000
2025	74	929 000			929 000
2026	75	971 000			971 000
2027	76	1 015 000			1 015 000
2028	77	5 473 000			5 473 000
2029 et plus	78				
	79	9 276 000			9 276 000
Intérêts et frais accessoires	80	()	()	()	
	81	9 276 000			9 276 000

Note

13. Avantages sociaux futurs

	2023	2022
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82 (654 000)	(2 397 000)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83 (3 629 000)	(3 632 000)
	84 (4 283 000)	(6 029 000)
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85 3 574 000	2 848 000
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86 153 000	233 000
Régimes à cotisations déterminées	87	
Autres régimes (REER et autres)	88	
Régimes de retraite des élus municipaux	89 53 521	52 788
	90 3 780 521	3 133 788

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

14. Autres passifs

	2023	2022
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	91	
Assainissement des sites contaminés	92	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	93	
Autres		
▪	94.1	
	95	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	96	
Passifs engagés	97	
Passifs réglés	98 ()(
Charge de désactualisation ¹	99	
Révisions des estimations de flux de trésorerie	100	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	101	

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	102	31 202 775	4 410 476		35 613 251
Eaux usées	103	14 968 552	161 917		15 130 469
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	104	102 831 540	10 283 412		113 114 952
Autres					
▪	105.1	21 475 271	2 244 565		23 719 836
Réseau d'électricité	106	54 310 455	2 497 996		56 808 451
Bâtiments	107	105 942 289	4 335 625		110 277 914
Améliorations locatives	108				
Véhicules	109	16 393 977	938 024		17 332 001
Ameublement et équipement de bureau	110	14 463 750	1 032 690		15 496 440
Machinerie, outillage et équipement divers	111	2 900 941	28 949		2 929 890
Terrains	112	795 473			795 473
Autres	113				
	114	365 285 023	25 933 654		391 218 677
Immobilisations en cours	115				
	116	365 285 023	25 933 654		391 218 677
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	117	8 402 331	780 155		9 182 486
Eaux usées	118	6 894 850	317 354		7 212 204
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	119	43 287 768	2 032 043		45 319 811
Autres					
▪	120.1	11 892 668	734 199		12 626 867
Réseau d'électricité	121	26 653 469	1 210 964		27 864 433
Bâtiments	122	37 846 845	2 466 811		40 313 656
Améliorations locatives	123				
Véhicules	124	8 931 232	733 198		9 664 430
Ameublement et équipement de bureau	125	11 443 876	671 605		12 115 481
Machinerie, outillage et équipement divers	126	2 187 818	111 877		2 299 695
Autres	127				
	128	157 540 857	9 058 206		166 599 063
VALEUR COMPTABLE NETTE	129	207 744 166			224 619 614
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	130				
Amortissement cumulé	131	()	()
Valeur comptable nette	132				

Note

Au cours de l'exercice la Ville a procédé à des acquisitions en immobilisations, dont un montant de 2 946 802 \$ (2 150 044 \$ en 2022) qui est inclus dans les comptes fournisseurs et autres charges à payer.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

16. Propriétés destinées à la revente

	2023	2022
Immeubles de la réserve foncière	133	
Immeubles industriels municipaux	134	
Autres	135	
	136	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	137	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	138	

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	139.1				
	140				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	141.1				
	142				
VALEUR COMPTABLE NETTE	143				

Note**18. Autres actifs non financiers**

	2023	2022
Frais payés d'avance		
▪ Assurances	144.1	37 233
Autres		
▪	145.1	
	146	37 233

Note**19. Obligations contractuelles**

Les obligations contractuelles totales de la Ville s'élèvent à 8 970 535 \$ et viennent à échéance jusqu'en 2028. Les versements des cinq prochains exercices sont les suivants:

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES					
Catégorie	2024	2025	2026	2027	2028
Assurance	208 689\$				
Enlèvement et élimination des déchets domestique	1 212 016\$	494 757\$			
Déneigement	2 292 903\$	699 508\$	504 453\$	519 574\$	535 496\$
Entretien et services ménagers	1 447 674\$	21 251\$			
Divers	438 169\$	391 005\$	62 072\$	70 779\$	72 189\$
TOTAL	5 599 451\$	1 606 521\$	566 525\$	590 353\$	607 685\$

20. Droits contractuels

La Ville reçoit annuellement du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation des subventions pour le financement de projets en immobilisations et d'infrastructures terminés pour lesquels elle n'a pas contracté d'emprunt. Les encaissements prévus en intérêts totalisent 890 790\$ sur une période de 20 ans.

ÉCHÉANCIER	
Échéancier	Encaissements prévus
2024	119 806\$
2025	110 037\$
2026	100 009\$
2027	89 714\$
2028 à 2042	471 224\$

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2023	2022
Emprunts temporaires			
▪	147.1		
	148		
Dettes à long terme			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2023	2022
▪	149.1		
	150		
	151		

La Ville ne cautionne ni ne garantit aucune autre partie.

B) Auto-assurance

S/O

C) Poursuites

La Ville fait l'objet de réclamations diverses estimées à 12 702 916\$ au 31 décembre 2023 (9 814 874\$ au 31 décembre 2022). De l'avis de la direction, le règlement de ces réclamations n'affecterait pas de façon défavorable la situation financière de la Ville. Au 31 décembre 2023, une provision totalisant 9 316 300\$ est inscrite aux livres de la Ville à l'égard de ces réclamations (9 395 499 \$ au 31 décembre 2022). Toutes sommes à payer pouvant résulter du dénouement de ces réclamations pour lesquelles une provision n'aurait pas été établie seraient comptabilisées dans l'année du règlement.

Dans l'éventualité où il y aurait obligation d'acquitter ces réclamations, la Ville pourrait utiliser les ressources financières prévues à cette fin, soit : la provision pour réclamations, le montant porté dans son budget annuel de fonctionnement, un règlement d'emprunt à cet effet ou une combinaison de ces diverses sources de financement.

D) Autres

Dans le cours de ses activités, la Ville fait l'objet de griefs formulés par des employés. Au 31 décembre 2023, aucune provision relativement à ces griefs n'est inscrite aux livres de la Ville.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

24. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget 2023 adopté par le conseil municipal.

25. Instruments financiers

Les instruments financiers classés dans la catégorie des instruments financiers évalués à la juste valeur sont les placements de portefeuille constitués de fonds communs cotés sur un marché actif

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Gestion des risques liés aux instruments financiers

Dans le cours normal de ses activités, la Ville est exposé à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour la Ville sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités), aux prêts, aux placements de portefeuille, aux dérivés et aux autres créances à recevoir.

L'exposition maximale de la Ville au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir, est réduit, puisque la Ville évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. La Ville ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, la Ville croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Il établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Il enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

La balance chronologique des débiteurs, autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir, soit les débiteurs liés aux revenus d'électricité, déduction faite pour créances douteuses, au 31 décembre se détaille comme suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Non en souffrance	6 964 540 \$	13 379 740 \$
moins de 30 jours	667 114 \$	4 094 390 \$
de 30 à 60 jours	58 456 \$	303 557 \$
plus de 60 jours	10 783 566 \$	4 129 896 \$
Moins la provision pour créances douteuses	- \$	- \$
	18 473 676 \$	21 907 583 \$

Placements de portefeuille

La Ville atténue son risque associé aux placements de portefeuille en respectant ses politiques en matière d'investissement et de placement établies dans le cadre des limites imposées par les lois municipales, lesquelles décrivent les paramètres et les limites de concentration du risque de crédit. Il s'assure notamment d'évaluer régulièrement la cote de crédit de ses contreparties et d'investir majoritairement dans des titres émis par des institutions financières réputées ou par des gouvernements fédéral, provinciaux ou municipaux.

Lorsqu'un placement de portefeuille subit une baisse de valeur durable, sa valeur comptable est réduite pour tenir compte de cette moins-value, laquelle est imputée aux charges de l'exercice. La Ville considère que la qualité de crédit des placements de portefeuille qui ne sont ni en souffrance ni dépréciés est adéquate.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Ville éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. La Ville gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. La Ville établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

					2023
	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	de 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Créiteur et charges à payer	19 356 849\$	4 913 183\$	9 316 300\$		33 586 332\$
Intérêts courus à payer	152 597\$				152 597\$
Dettes	888 000\$	2 915 000\$	5 473 000\$		9 276 000\$
	20 397 446\$	7 828 183\$	14 789 300\$		43 014 929\$
					2022
	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	de 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Créiteur et charges à payer	21 948 849\$	4 032 764\$	9 395 499\$		35 377 112\$
Intérêts courus à payer	83 309\$				83 309\$
Dettes	9 276 000\$				9 276 000\$
	31 308 158\$	4 032 764\$	9 395 499\$		44 736 421\$

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La Ville est exposé à ces risques.

Risque de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux d'intérêt de la Ville est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme la Ville a l'intention de conserver ses prêts et ses placements jusqu'à échéance et prévoit rembourser ses emprunts et ses dettes selon l'échéance prévue, il est peu exposé à ce risque.

La Ville est exposé au risque associé aux variations des taux d'intérêt de ses emprunts à taux variables. Ce risque est réduit puisque ces emprunts se renouvellent automatiquement à la fin du mois.

La valeur comptable des instruments financiers portant intérêt se détaille comme suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

31 décembre 2023	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
<i>Actifs financiers</i>			
Placement de portefeuille	35 122 485 \$	- \$	35 122 485 \$
<i>Passifs financiers</i>			
Dettes	9 276 000 \$	- \$	9 276 000 \$
31 décembre 2022	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
<i>Actifs financiers</i>			
Placement de portefeuille	50 000 000 \$	- \$	50 000 000 \$
<i>Passifs financiers</i>			
Dettes	9 276 000 \$	- \$	9 276 000 \$

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget 2023		Réalisations 2023	Total	Réalisations 2022
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	101 738 400	101 338 256		101 338 256	98 688 968
Compensations tenant lieu de taxes	2	3 901 000	4 107 427		4 107 427	3 920 272
Quotes-parts	3					
Transferts	4	900 000	1 227 679		1 227 679	992 632
Services rendus	5	34 194 200	35 402 406		35 402 406	34 980 082
Imposition de droits	6	13 957 500	12 710 970		12 710 970	12 321 881
Amendes et pénalités	7	1 884 900	2 075 914		2 075 914	1 685 921
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	3 335 700	4 213 212		4 213 212	2 367 838
Autres revenus	10					
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	159 911 700	161 075 864		161 075 864	154 957 594
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15		3 027 334		3 027 334	2 272 142
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17					
Autres	18					
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
Effet net des opérations de restructuration	20					
	21		3 027 334		3 027 334	2 272 142
	22	159 911 700	164 103 198		164 103 198	157 229 736
Charges						
Administration générale	23	26 154 500	25 454 534	865 960	26 320 494	25 153 540
Sécurité publique	24	29 701 300	29 454 388	337 622	29 792 010	30 467 449
Transport	25	31 288 500	30 297 636	3 047 443	33 345 079	31 399 279
Hygiène du milieu	26	11 463 200	10 571 400	1 111 053	11 682 453	11 556 199
Santé et bien-être	27	1 191 600	1 191 601		1 191 601	901 308
Aménagement, urbanisme et développement	28	5 660 200	5 126 624	8 931	5 135 555	5 069 733
Loisirs et culture	29	14 652 400	13 892 123	2 371 514	16 263 637	15 519 423
Réseau d'électricité	30	27 793 000	28 219 076	1 315 683	29 534 759	28 252 019
Frais de financement	31	829 500	1 218 556		1 218 556	763 772
Effet net des opérations de restructuration	32					
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	9 058 200	9 058 206	(9 058 206)		
	34	157 792 400	154 484 144		154 484 144	149 082 722
Excédent (déficit) de l'exercice	35	2 119 300	9 619 054		9 619 054	8 147 014

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023		2022
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 119 300	9 619 054	8 147 014
Moins : revenus d'investissement	2 (	)	( 3 027 334)	(2 272 142)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	2 119 300	6 591 720	5 874 872
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4	9 058 200	9 058 206	8 669 519
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	9 058 200	9 058 206	8 669 519
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			65 081
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			65 081
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	( 1 204 100))	()	()
	18	1 204 100		
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	24 929 000)	(12 832 215)	(14 341 993)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21	12 547 400		4 607 347
Réserves financières et fonds réservés	22			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(12 381 600)	(12 832 215)	(9 734 646)
	26	(2 119 300)	(3 774 009)	(1 000 046)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		2 817 711	4 874 826

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	3 027 334	2 272 142
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2 (	2 980 366)(	2 692 562)
Sécurité publique	3 (	13 964)()
Transport	4 (	12 178 135)(	6 898 313)
Hygiène du milieu	5 (	4 596 120)(	2 049 629)
Santé et bien-être	6 ())
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	10 498)()
Loisirs et culture	8 (	3 211 002)(	2 164 325)
Réseau d'électricité	9 (	2 943 569)(	2 860 330)
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ())
	11 (	25 933 654)(	16 665 159)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12 ())
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13 (	115 960)()
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14		
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	12 832 215	14 341 993
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16		
Excédent de fonctionnement affecté	17	6 052 032	
Réserves financières et fonds réservés	18		
	19	18 884 247	14 341 993
	20	(7 165 367)	(2 323 166)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(4 138 033)	(51 024)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalizations	
		2023	2023	2022
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	27 202 900	25 096 789	24 184 655
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	6 634 200	5 998 034	5 720 337
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7			
Autres biens et services	8	43 640 900	43 038 697	40 364 198
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	216 500	446 940	308 161
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11			
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13	613 000	771 616	455 611
Contributions				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	68 689 400	68 702 919	68 502 739
Transferts	15			
Autres	16			
Autres				
Transferts	17			
Autres	18	175 400	270 291	172 798
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19	9 058 200	9 058 206	704 704
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
-Contingence, amorti actuariel etc.	21.1	1 561 900	1 100 652	8 669 519
	22	157 792 400	154 484 144	149 082 722

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 3 852 656	11 199 365
Excédent de fonctionnement affecté	2 27 852 746	23 740 353
Réserves financières et fonds réservés	3	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 ()	()
Financement des investissements en cours	5 (3 754 310)	383 728
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6 215 459 574	198 468 166
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	
	8 243 410 666	233 791 612
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Administration municipale	9 3 852 656	11 199 365
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	
	11 3 852 656	11 199 365
Excédent de fonctionnement affecté		
Administration municipale		
▪ Remboursement de dettes	12.1 9 276 000	9 276 000
▪ Travaux en immobilisations	12.2 16 439 870	10 629 414
▪ Déficit actuariel	12.3 1 162 000	1 162 000
▪ Remplacement d'arbres	12.4 100 859	100 859
▪ Aménagement urbain (projets)	12.5 495 000	495 000
▪ Revitalisation commerciales	12.6 200 024	200 024
▪ Covid - 19	12.7	1 827 056
▪ Bibliothèque - don	12.8 100 000	50 000
▪ Projets engagés (ITMP)	12.9 78 993	
	13 27 852 746	23 740 353
Organismes contrôlés et partenariats ¹		
▪	14.1	
	15	
	16 27 852 746	23 740 353

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪	17.1	
	18	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	19.1	
	20	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	21	
Organismes contrôlés et partenariats	22	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	23	
Organismes contrôlés et partenariats	24	
Montant non réservé		
Administration municipale	25	
Organismes contrôlés et partenariats	26	
Fonds local d'investissement	27	
Fonds local de solidarité	28	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	
Autres		
▪	30.1	
	31	
	32	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 ()(
Autres	37 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 ()(
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	40 ()(
Assainissement des sites contaminés	41 ()(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	42 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	43 ()(
Autres	44.1 ()(
▪	45 ()(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	46 ()(
Utilisation du fonds de roulement	47 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	48 ()(
Utilisation du fonds de roulement	49 ()(
Autres	50.1 ()(
▪	51 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	52 ()(
Mesure relative à la COVID-19	53 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	54 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	55 ()(
Autres	56.1 ()(
▪	57 ()(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	58	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	59	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	60	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	61	
Autres	62.1	
▪	63	
	64 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	65	383 728
Investissements à financer	66 (3 754 310)()	()
	67 (3 754 310)	383 728
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	68 224 619 614	207 744 166
Propriétés destinées à la revente	69	
Prêts	70	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	71	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	72 115 960	
	73 224 735 574	207 744 166
Ajustements aux éléments d'actif	74	
	75 224 735 574	207 744 166
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	76 (9 276 000)(9 276 000)	(9 276 000)
Frais reportés liés à la dette à long terme	77 () ()	()
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	78	
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	79	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	80	
	81 (9 276 000)(9 276 000)	(9 276 000)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	82 () ()	()
	83 (9 276 000)(9 276 000)	(9 276 000)
	84 215 459 574	198 468 166

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	2
Régimes supplémentaires de retraite	2	1

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville de Westmount parraine deux régimes de retraite à prestations déterminées. Ces régimes de retraite à prestations déterminées sont offerts à l'ensemble des salariés et sont contributifs. Ces régimes prévoient des prestations basées sur un salaire final moyen pour le service futur.

Concernant le Régime de retraite pour les fonctionnaires et les employés de la Ville de Westmount, les cotisations salariales des participants sont partagées à parts égales entre les participants et l'employeur. Suite à l'entente de la Loi RRSB, les dispositions sont différentes selon les groupes d'employés (col bleu, col blanc et cadre/professionnel). La rente de retraite est égale à 2,0 % du salaire final moyen pour chaque année de participation pour tous les groupes. De plus, une rente de raccordement est payable pour certains groupes jusqu'à 65 ans et est égale à 0,5 % du salaire final moyen pour chaque année de participation. La date de la plus récente évaluation actuarielle de financement et de comptabilité est le 31 décembre 2021.

Concernant le Régime complémentaire de retraite pour les policiers et pompiers de la Ville de Westmount, tous les participants du Régime sont des retraités depuis le 1er janvier 2006. La date de la plus récente évaluation actuarielle de financement est le 31 décembre 2022.

La Ville verse également, selon une entente, une rente mensuelle spéciale à un ancien employé. La date de la plus récente évaluation actuarielle est le 31 décembre 2023.

	2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (2 397 000)	(2 969 000)
Charge de l'exercice	4 (3 574 000)(	2 848 000)
Cotisations versées par l'employeur	5 5 317 000	3 420 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 (654 000)	(2 397 000)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 138 240 000	137 168 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (138 334 000)(	146 494 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (94 000)	(9 326 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 (560 000)	6 929 000
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (654 000)	(2 397 000)
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 (654 000)	(2 397 000)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 1	3
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	137 168 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (94 000)(	146 494 000)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (94 000)(	9 326 000)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 3 972 000	3 656 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20 3 972 000	3 656 000
Cotisations salariales des employés	21 (1 986 000)(	1 828 000)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 () ()
	23 1 986 000	1 828 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 1 311 000	870 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29.1	
▪		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30 3 297 000	2 698 000
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31 5 798 000	6 055 000
Rendement espéré des actifs	32 (5 521 000)(	5 905 000)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33 277 000	150 000
Charge de l'exercice	34 3 574 000	2 848 000
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35 2 329 000	7 188 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 (5 521 000)(	5 905 000)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37 (3 192 000)	1 283 000
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38 9 370 000	6 987 000
Prestations versées au cours de l'exercice	39 8 560 000	8 028 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40 137 757 000	135 324 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42 94 000	101 000
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44 3 315 000	2 443 000
DMERCA du nouveau volet	45 13	13
DMERCA de l'ancien volet	46 10	10
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47 25	25
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48 4,98 %	4,00 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49 4,01 %	4,47 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50 3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51 2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques	52.1	
▪		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	2
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

La Ville offre actuellement à certains retraités et aux futurs retraités faisant partie du groupe des cadres des avantages complémentaires de retraite (Régime d'assurance collective) de type prestations déterminées. Le Régime comprend de l'assurance vie et des prestations de soins de santé et de soins dentaires. Le montant d'assurance vie à la retraite est égal à 10 000 \$ par retraité. Les prestations de soins de santé payables au retraité et à ses personnes à charge tant que le retraité est vivant incluent l'hospitalisation, les médicaments, les soins paramédicaux et les autres fournitures médicales ou professionnelles. Toutefois, l'assurance voyage se termine au plus tard à 65 ans. Quant aux prestations de soins dentaires payables au retraité et à ses personnes à charge, elles incluent les soins préventifs, de base, d'endodontie et de périodontie jusqu'au décès du retraité ou l'âge de 65 ans si antérieur.

La Ville paie 50 % des primes pour tous les retraités. La date de la plus récente évaluation actuarielle est le 31 décembre 2023.

Parmi les autres avantages sociaux futurs se trouve le programme d'allocations de retraite qui prévoit uniquement des allocations de retraite pour les employés participant au Régime de retraite pour les fonctionnaires et les employés de la Ville de Westmount. L'allocation de retraite est offerte aux employés permanents quittant pour la retraite et ayant complété 15 années de service crédité au Régime de retraite ou plus auprès de la Ville de Westmount. L'allocation de retraite est égale à 2 jours par année de service crédité et elle peut être versée en congé ou en montant forfaitaire (selon le taux de salaire de base au moment de la retraite), selon le choix de l'employé. La date de la plus récente évaluation actuarielle est le 31 décembre 2021.

	2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55 (3 632 000)	(3 515 000)
Charge de l'exercice	56 (153 000)	(233 000)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57 156 000	116 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58 (3 629 000)	(3 632 000)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (2 516 000)	(2 641 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61 (2 516 000)	(2 641 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 (1 113 000)	(991 000)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63 (3 629 000)	(3 632 000)
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 (3 629 000)	(3 632 000)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66 2	2
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 (2 516 000)	(2 641 000)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 (2 516 000)	(2 641 000)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70 124 000	159 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72 124 000	159 000
Cotisations salariales des employés	73 ()	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()	()
	75 124 000	159 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76 (92 000)	(10 000)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres	81.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82 32 000	149 000
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83 121 000	84 000
Rendement espéré des actifs	84 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85 121 000	84 000
Charge de l'exercice	86 153 000	233 000
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88 ()	()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90 214 000	814 000
Prestations versées au cours de l'exercice	91 156 000	116 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95 12	11
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96 4,35 %	4,60 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97 %	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98 3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99 %	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100 5,20 %	3,00 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101 3,60 %	2,60 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102 2039	2036
Autres hypothèses économiques	103.1	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	104		
Description des régimes et autres renseignements		2023	2022
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109		
	110		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	111		
Description des régimes et autres renseignements		2023	2022
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114		
Autres régimes	115		
	116		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2023	2022
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	9	9

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2023	2022
Cotisations des élus au RREM	118	13 824	13 454
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	46 634	45 387
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120	6 887	7 401
	121	53 521	52 788
Note			

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TAXES		Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	101 738 400	101 338 256	98 688 968
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	101 738 400	101 338 256	98 688 968
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12			
Égout	13			
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15			
Autres	16.1			
Centres d'urgence 9-1-1	17			
Service de la dette	18			
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22			
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26			
	27	101 738 400	101 338 256	98 688 968

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28	268 500	324 113	268 518
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31	508 100	540 826	501 826
Cégeps et universités	32	1 639 000	1 680 606	1 646 741
Écoles primaires et secondaires	33	1 003 700	987 134	950 908
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34	358 600	149 798	145 119
	35	3 777 900	3 682 477	3 513 112
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36	38 100	344 390	320 682
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39	38 100	344 390	320 682
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40	85 000	80 560	86 478
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42	85 000	80 560	86 478
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44			
	45			
	46	3 901 000	4 107 427	3 920 272

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS	Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	47		
Sécurité publique			
Police	48		
Sécurité incendie	49		
Sécurité civile	50	443 651	
Autres	51		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	52		
Enlèvement de la neige	53		
Autres	54		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	55		
Transport adapté	56		
Transport scolaire	57		
Autres	58		
Transport aérien	59		
Transport par eau	60		
Autres	61		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	62		
Réseau de distribution de l'eau potable	63	32 500	32 479
Traitement des eaux usées	64		35 322
Réseaux d'égout	65		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	66		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	67	315 000	323 964
Tri et conditionnement	68		316 503
Autres	69		
Autres	70		
Cours d'eau	71		
Protection de l'environnement	72		
Autres	73		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	74			
Sécurité du revenu	75			
Autres	76			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	77			
Rénovation urbaine	78			
Promotion et développement économique	79			
Autres	80			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	81	32 300	32 342	63 783
Activités culturelles				
Bibliothèques	82	248 200	165 382	253 462
Autres	83	5 000		5 000
Réseau d'électricité				
	84			
	85	633 000	997 818	674 070

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	86		
Sécurité publique			
Police	87		
Sécurité incendie	88		
Sécurité civile	89		
Autres	90		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	91		
Enlèvement de la neige	92		
Autres	93		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	94		
Transport adapté	95		
Transport scolaire	96		
Autres	97		
Transport aérien	98		
Transport par eau	99		
Autres	100		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	101		
Réseau de distribution de l'eau potable	102	3 027 334	2 272 142
Traitement des eaux usées	103		
Réseaux d'égout	104		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	105		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	106		
Tri et conditionnement	107		
Autres	108		
Autres	109		
Cours d'eau	110		
Protection de l'environnement	111		
Autres	112		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	113		
Sécurité du revenu	114		
Autres	115		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	116		
Rénovation urbaine	117		
Promotion et développement économique	118		
Autres	119		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	120		
Activités culturelles			
Bibliothèques	121		
Autres	122		
Réseau d'électricité	123		
	124	3 027 334	2 272 142

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	125			
Péréquation	126			
Neutralité	127			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	128			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	129	267 000	229 861	311 012
Fonds de développement des territoires	130			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	131			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	132			
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	133			
Autres	134			7 550
	135	267 000	229 861	318 562
TOTAL DES TRANSFERTS	136	900 000	4 255 013	3 264 774

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

SERVICES RENDUS		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	137			
Évaluation	138			
Autres	139			
	140			
Sécurité publique				
Police	141			
Sécurité incendie	142	182 800	347 394	
Sécurité civile	143			
Autres	144			
	145	182 800	347 394	
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	146	37 600	118 197	3 290
Enlèvement de la neige	147			
Autres	148			
Transport collectif	149			
Autres	150			
	151	37 600	118 197	3 290
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	152			
Réseau de distribution de l'eau potable	153			
Traitement des eaux usées	154			
Réseaux d'égout	155			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	156			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	157			
Tri et conditionnement	158			
Autres	159			
Autres	160			
Cours d'eau	161			
Protection de l'environnement	162			
Autres	163			
	164			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	165			
Autres	166	27 600	27 603	27 604
	167	27 600	27 603	27 604
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	168			
Rénovation urbaine	169			
Promotion et développement économique	170			
Autres	171			
	172			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	173	5 000		4 666
Activités culturelles				
Bibliothèques	174			
Autres	175			
	176	5 000		4 666
Réseau d'électricité				
	177			
	178	253 000	493 194	35 560

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Grefte et application de la loi	179			
Évaluation	180			
Autres	181	143 200	162 030	77 645
	182	143 200	162 030	77 645
Sécurité publique				
Police	183			
Sécurité incendie	184			
Sécurité civile	185			
Autres	186			
	187			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	188			
Enlèvement de la neige	189			
Autres	190			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	191			
Transport adapté	192			
Transport scolaire	193			
Autres	194			
Autres	195	3 170 000	3 675 017	3 523 228
	196	3 170 000	3 675 017	3 523 228
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
Réseau de distribution de l'eau potable	197			
Traitement des eaux usées	198			
Réseaux d'égout	199			
Réseaux d'égout				
Réseaux d'égout	200			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	201			
Matières recyclables	202			
Autres	203			
Cours d'eau	204			
Protection de l'environnement	205			
Autres	206			
	207			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	208			
Sécurité du revenu	209			
Autres	210			
	211			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	212			
Rénovation urbaine	213			
Promotion et développement économique	214			
Autres	215			
	216			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	217	1 410 000	1 745 758	1 472 524
Activités culturelles				
Bibliothèques	218	82 500	170 080	188 085
Autres	219			
	220	1 492 500	1 915 838	1 660 609
Réseau d'électricité				
	221	29 135 500	29 156 327	29 683 040
	222	33 941 200	34 909 212	34 944 522
TOTAL DES SERVICES RENDUS	223	34 194 200	35 402 406	34 980 082

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	224	1 257 500	1 415 622	1 171 876
Droits de mutation immobilière	225	12 700 000	11 295 348	11 150 005
Droits sur les carrières et sablières	226			
Autres	227			
	228	13 957 500	12 710 970	12 321 881
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	229	1 884 900	2 075 914	1 685 921
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	230			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	231	3 335 700	4 213 212	2 367 838
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	232			
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	233			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	234			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	235			
Contributions des promoteurs	236			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	237			
Contributions des organismes municipaux	238			
Autres contributions	239			
Redevances réglementaires	240			
Autres	241			
	242			
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	243			

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>		Budget 2023		Réalizations 2023		Réalizations 2022	
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
	Conseil	1	867 200	684 211	3 474	687 685	1 049 240
	Greffes et application de la loi	2	2 265 800	2 147 351		2 147 351	1 801 659
	Gestion financière et administrative	3	15 032 900	14 341 229	359 417	14 700 646	12 369 552
	Évaluation	4					
	Gestion du personnel	5	1 508 100	1 727 922		1 727 922	1 413 759
	Autres						
	▪	6.1	6 480 500	6 553 821	503 069	7 056 890	8 519 330
		7	26 154 500	25 454 534	865 960	26 320 494	25 153 540
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
	Police	8	16 104 900	16 079 212		16 079 212	16 862 342
	Sécurité incendie	9	9 096 500	9 120 586	160 779	9 281 365	9 323 095
	Sécurité civile	10	4 221 100	3 975 816	176 843	4 152 659	4 018 814
	Autres	11	278 800	278 774		278 774	263 198
		12	29 701 300	29 454 388	337 622	29 792 010	30 467 449
TRANSPORT							
	Réseau routier						
	Voirie municipale	13	8 620 900	8 002 965	2 685 348	10 688 313	10 453 474
	Enlèvement de la neige	14	4 176 000	4 289 814	29 143	4 318 957	2 538 190
	Éclairage des rues	15	508 700	532 179	208 736	740 915	765 314
	Circulation et stationnement	16	947 800	786 917	67 740	854 657	821 708
	Transport collectif						
	Transport en commun	17	14 753 600	14 753 556		14 753 556	15 206 823
	Transport aérien	18					
	Transport par eau	19					
	Autres	20	2 281 500	1 932 205	56 476	1 988 681	1 613 770
		21	31 288 500	30 297 636	3 047 443	33 345 079	31 399 279

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Budget 2023		Réalizations 2023		Total	Réalizations 2022
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	22	5 360 800	5 457 387		5 457 387	4 660 704
Réseau de distribution de l'eau potable	23	2 252 400	1 461 103	793 698	2 254 801	3 021 546
Traitement des eaux usées	24					
Réseaux d'égout	25	188 000	164 361	317 355	481 716	558 298
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	26	886 700	897 064		897 064	839 464
Élimination	27	22 000	31 014		31 014	12 901
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	28	561 700	392 598		392 598	359 236
Tri et conditionnement	29					
Matières organiques						
Collecte et transport	30	287 900	264 189		264 189	240 763
Traitement	31					
Matériaux secs						
Autres	33					
Plan de gestion						
Autres	35	1 784 700	1 784 704		1 784 704	1 803 181
Cours d'eau						
Protection de l'environnement	37	119 000	118 980		118 980	60 106
Autres	38					
	39	11 463 200	10 571 400	1 111 053	11 682 453	11 556 199
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	40	1 013 100	1 013 131		1 013 131	720 990
Sécurité du revenu	41					
Autres	42	178 500	178 470		178 470	180 318
	43	1 191 600	1 191 601		1 191 601	901 308

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>		Budget 2023		Réalizations 2023			Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		2022
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	44	3 285 400	2 751 844	8 931	2 760 775		2 460 120
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	45						
Autres biens	46	238 000	237 961		237 961		240 424
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	47						
Tourisme	48						
Autres	49	951 800	951 842		951 842		1 142 014
Autres	50	1 185 000	1 184 977		1 184 977		1 227 175
	51	5 660 200	5 126 624	8 931	5 135 555		5 069 733
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	52	729 000	671 026		671 026		593 152
Patinoires intérieures et extérieures	53	1 547 400	1 295 453	1 069 521	2 364 974		2 499 877
Piscines, plages et ports de plaisance	54	296 200	257 047	14 650	271 697		297 179
Parcs et terrains de jeux	55	3 475 400	2 943 091	608 682	3 551 773		2 885 136
Parcs régionaux	56						
Expositions et foires	57						
Autres	58	1 899 300	1 874 932	35 621	1 910 553		1 931 943
	59	7 947 300	7 041 549	1 728 474	8 770 023		8 207 287
Activités culturelles							
Centres communautaires	60	1 313 800	1 448 244	388 236	1 836 480		1 579 943
Bibliothèques	61	3 190 200	3 201 195	254 804	3 455 999		3 448 164
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	62						
Autres ressources du patrimoine	63						
Autres	64	2 201 100	2 201 135		2 201 135		2 284 029
	65	6 705 100	6 850 574	643 040	7 493 614		7 312 136
	66	14 652 400	13 892 123	2 371 514	16 263 637		15 519 423

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Budget 2023		Réalizations 2023		Total	Réalizations 2022
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	67	27 793 000	28 219 076	1 315 683	29 534 759	28 252 019
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	68	216 500	402 601		402 601	308 161
Autres frais	69		44 339		44 339	
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	70	408 000	398 000		398 000	234 000
Autres	71	205 000	373 616		373 616	221 611
	72	829 500	1 218 556		1 218 556	763 772
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	73					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	74	9 058 200	9 058 206 (	9 058 206)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Analyse de la charge de quotes-parts	6
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	7
Analyse de la rémunération	8
Analyse des revenus de transfert par sources	9
Frais de financement par activités	10
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	11
Rémunération des élus	12

Autres renseignements

Questionnaire	13
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Réalizations 2023	Réalizations 2022
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	4 410 476	2 005 568
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	161 917	44 061
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	10 317 562	6 401 125
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8	300 723	166 181
Aires de stationnement	9	391 700	1 657
Parcs et terrains de jeux	10	1 517 992	447 936
Autres infrastructures	11		
Réseau d'électricité	12	2 497 996	2 608 721
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	2 795 459	2 603 565
Édifices communautaires et récréatifs	14	1 540 166	1 451 023
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	938 024	179 642
Ameublement et équipement de bureau	18	1 032 690	538 603
Machinerie, outillage et équipement divers	19	28 949	217 077
Terrains	20		
Autres	21		
	22	25 933 654	16 665 159

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

Non audité

		Réalisations 2023	Réalisations 2022
Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	1	4 410 476	2 005 568
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	161 917	44 061
Autres infrastructures	5	12 527 977	7 016 899
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	6		
Usines de traitement de l'eau potable	7		
Usines et bassins d'épuration	8		
Conduites d'égout	9		
Autres infrastructures	10		
Autres immobilisations corporelles	11	8 833 284	7 598 631
	12	25 933 654	16 665 159

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2	9 276 000	9 276 000	9 276 000	9 276 000
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5				
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6				
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	9 276 000	9 276 000	9 276 000	9 276 000
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9				
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13				
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18				
	19	9 276 000	9 276 000	9 276 000	9 276 000
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	9 276 000	9 276 000	9 276 000	9 276 000

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	9 276 000
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	3 754 310
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪ Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	5.1	9 276 000
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	9 276 000
Débiteurs	8	
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
Autres		
▪	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	13 030 310
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	13	
Endettement net à long terme	14	13 030 310
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	
Communauté métropolitaine	16	939 565
Autres organismes	17	9 758 000
Endettement total net à long terme	18	23 727 875
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	100 488 000
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	100 488 000
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	124 215 875
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	133 300
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

Non audité

		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
Administration générale				
Greffes et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	12 613 400	12 530 578	11 884 581
Sécurité publique				
Police	4	16 062 400	16 062 339	16 829 685
Sécurité incendie	5	9 042 500	9 042 502	9 076 009
Sécurité civile	6	297 500	297 451	360 636
Autres	7	278 800	278 774	263 198
Transport				
Réseau routier	8	1 716 800	1 716 780	1 601 170
Transport collectif	9	14 753 600	14 753 556	15 206 823
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	5 360 800	5 457 387	4 660 704
Matières résiduelles	12	1 784 700	1 784 704	1 803 181
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14	119 000	118 980	60 106
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16	1 013 100	1 013 131	720 990
Autres	17	178 500	178 470	180 318
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19	238 000	237 961	240 424
Promotion et développement économique	20	951 800	951 842	1 142 014
Autres	21	1 185 000	1 184 977	1 227 175
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	892 400	892 352	961 696
Activités culturelles	23	2 201 100	2 201 135	2 284 029
Réseau d'électricité				
	24			
	25	68 689 400	68 702 919	68 502 739

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		2023	2022
Rémunération	1	1 360 331	1 164 209
Charges sociales	2	317 807	266 498
Biens et services	3	24 255 516	15 234 452
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	25 933 654	16 665 159

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	60,50	35,00	110 110,00	6 172 553	1 470 124	7 642 677
Professionnels	2	26,00	35,00	47 320,00	2 119 987	504 919	2 624 906
Cols blancs	3	153,50	35,00	279 370,00	10 801 156	2 572 521	13 373 677
Cols bleus	4	119,30	36,00	223 329,60	6 987 856	1 664 304	8 652 160
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	359,30		660 129,60	26 081 552	6 211 868	32 293 420
Élus	9	9,00			375 568	103 973	479 541
	10	368,30			26 457 120	6 315 841	32 772 961

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2					
Réseau de distribution de l'eau potable	3		925 049	2 102 285		3 027 334
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5					
Autres	6	1 227 679				1 227 679
	7	1 227 679	925 049	2 102 285		4 255 013

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		2023	2022
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	116 493	75 090
	4	116 493	75 090
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	21 629	14 107
Sécurité civile	7	23 790	15 859
Autres	8		
	9	45 419	29 966
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	361 249	219 564
Enlèvement de la neige	11	3 920	2 557
Autres	12	37 193	23 523
Transport collectif	13		
Autres	14	7 597	4 955
	15	409 959	250 599
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17	106 772	65 243
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19	42 692	30 818
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	149 464	96 061
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	1 201	958
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35	1 201	958
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	232 523	148 482
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	34 278	22 165
Autres	38	52 227	31 056
	39	319 028	201 703
Réseau d'électricité			
	40	176 992	109 395
	41	1 218 556	763 772

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

<i>Non audité</i>	2023		2022
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1	16 163 500	15 680 771
Générale et institutionnelle	2	12 772 000	13 116 737
Industrielle	3		
Autres	4	195 569	
Autres revenus	5	200 000	163 250
	6	29 135 500	29 156 327
			29 683 040
Charges			
Achat d'énergie	7	22 659 800	23 962 339
Taxe sur le revenu brut	8		22 818 940
Frais d'exploitation	9	5 946 900	5 382 593
Autres frais	10	256 100	233 280
Frais de financement	11	84 100	89 934
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	12		1 315 683
	13	28 946 900	30 983 829
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14 (	1 069 800)(	1 359 136)(
	15	27 877 100	29 624 693
			28 294 791
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16	1 258 400	(468 366)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Amortissement	17		1 315 683
Produit de cession	18		1 246 756
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		1 315 683
			1 246 756
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23 ()()(
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25 ()()(
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		1 315 683
			1 246 756
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33	1 258 400	847 317
			2 635 005

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Smith, Christina	1.1 Maire	74 104	18 663		
Bostock, Anitra Meridith	1.2 Conseiller	23 623	11 875		
Gallery, Mary	1.3 Conseiller	23 623	11 875		
Kez, Kathleen	1.4 Conseiller	23 623	11 875		
Peart, Conrad	1.5 Conseiller	23 623	11 875		
Shamie, Jeffrey	1.6 Conseiller	23 623	11 875		
D'Amico, Antonio	1.7 Conseiller	23 623	11 875		
Aronson, Matt	1.8 Conseiller	23 623	11 875		
Roux, Elisabeth	1.9 Conseiller	23 623	11 875		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

OUI **NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre 1 _____ \$

Les questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? 2

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 3 _____ \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? 4

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille 5 _____ \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement 6 _____ \$

Ligne 3 : Autres revenus 7 _____ \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille 8 _____ \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value 9 _____ \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses 10 _____ \$

Ligne 9 : Autres charges 11 _____ \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie 12 _____ \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille 13 _____ \$

Ligne 14 : Débiteurs 14 _____ \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement 15 _____ \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value 16 _____ \$

Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer 17 _____ \$

Ligne 20 : Revenus reportés 18 _____ \$

Ligne 21 : Dette à long terme 19 _____ \$

Ligne 24 : Libres 20 _____ \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts 21 _____ \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts 22 _____ \$

Montant des pardons de prêts constatés
Solde cumulatif au début de l'exercice 23 _____ \$

Constatés au cours de l'exercice 24 _____ \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice 25 _____ \$

Les questions 5 à 12 s'appliquent aux municipalités seulement

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU. 26
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 27 _____ \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. 28
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2023 29 3 317 931 \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). 30
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 31 _____ \$
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). 32
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 33 _____ \$
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? 34
- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? 35
- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :
- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 36
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 37 _____ \$
- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 38
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 39 _____ \$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 40
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 41 _____ \$
- b) autres formes d'aide 42 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2023

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2023

43 \$10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2023 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD

44 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

45 _____ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

Systèmes de sécurité

46 _____ \$

Chaussées pavées - entretien préventif

47 _____ \$

Chaussées pavées - entretien palliatif

48 _____ \$

Chaussées en gravier - entretien préventif

49 _____ \$

Chaussées en gravier - entretien palliatif

50 _____ \$

Systèmes de drainage

51 _____ \$

Abords de routes

52 _____ \$

Total des dépenses relatives à l'entretien d'été

53 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

54 _____ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

55 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles

56 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement

▪ Relatives à l'entretien d'hiver :

▪ Relatives à l'entretien d'été :

e) Si le total des frais encourus à la ligne 56 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2023 (ligne 44), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 53 et 55), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2023 (ligne 44), veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

57 _____

b) Date d'adoption de la résolution

58 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre* 59
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 60 _____
- b) Date d'adoption de la résolution 61 _____
12. Règlement sur les informations devant être communiquées par une municipalité locale en application de l'article 8 de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.2)
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire 62 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin 63 _____
- Examens, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'année 64 _____
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux au cours de l'année par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique 65 _____
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure 66 _____
- f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves 67 _____
- g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient 68 _____
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- h) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité 69 1 743
- i) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est plus de 20 kg 70 577
- j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité 71 2
- Règlement*
- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)? 72

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

La question 13 s'applique aux MRC et aux municipalités seulement

13. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	73	_____	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	74	_____	\$
Ligne 3 : Autres revenus	75	_____	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	76	_____	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	77	_____	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	78	_____	\$
Ligne 9 : Autres charges	79	_____	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	80	_____	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	81	_____	\$
Ligne 14 : Débiteurs	82	_____	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	83	_____	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	84	_____	\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	85	_____	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	86	_____	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	87	_____	\$
Ligne 24 : Libres	88	_____	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	89	_____	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	90	_____	\$

La question 14 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, présentez-vous le budget consolidé?

2

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

3. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

4

Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

5

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

6

6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

7

La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

8

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

9

Les questions 8 et 9 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2024-05-06

Nom du signataire : Claude Ladouceur

Fonction du signataire : Directeur des finances et trésorier

Date de transmission au Ministère : 2024-05-07

Date et heure de la dernière modification : 2024-05-03 14:03

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023		2022
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	159 911 700	161 075 864	154 957 594
Investissement	2		3 027 334	2 272 142
	3	159 911 700	164 103 198	157 229 736
Charges				
	4	157 792 400	154 484 144	149 082 722
Excédent (déficit) de l'exercice				
	5	2 119 300	9 619 054	8 147 014
Moins : revenus d'investissement	6 (	)	( 3 027 334)	(2 272 142)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales				
	7	2 119 300	6 591 720	5 874 872
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	9 058 200	9 058 206	8 669 519
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			
Remboursement de la dette à long terme	10 (	( 1 204 100))	()	()
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	24 929 000))	(12 832 215)	(14 341 993)
Excédent (déficit) accumulé	12	12 547 400		4 607 347
Autres éléments de conciliation	13			65 081
	14	(2 119 300)	(3 774 009)	(1 000 046)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales				
	15		2 817 711	4 874 826

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	10 335 170	3 149 318
Débiteurs	2	18 473 676	21 907 583
Placements de portefeuille	3	35 122 485	50 000 000
Autres	4	115 960	
	5	64 047 291	75 056 901
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6		
Dette à long terme	7	9 276 000	9 276 000
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8	4 283 000	6 029 000
Autres	9	34 391 739	36 004 443
	10	47 950 739	51 309 443
Actifs financiers nets (dette nette)	11	16 096 552	23 747 458
Actifs non financiers			
Immobilisations corporelles	12	224 619 614	207 744 166
Autres	13	2 694 500	2 299 988
	14	227 314 114	210 044 154
Excédent (déficit) accumulé	15	243 410 666	233 791 612

Extrait du rapport financier, page S8

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	3 852 656	11 199 365
Excédent de fonctionnement affecté			
▪ Remboursement de dettes	2.1	9 276 000	9 276 000
▪ Travaux en immobilisations	2.2	16 439 870	10 629 414
▪ Déficit actuariel	2.3	1 162 000	1 162 000
▪ Remplacement d'arbres	2.4	100 859	100 859
▪ Aménagement urbain (projets)	2.5	495 000	495 000
▪ Revitalisation commerciales	2.6	200 024	200 024
▪ Covid - 19	2.7		1 827 056
▪ Bibliothèque - don	2.8	100 000	50 000
▪ Projets engagés (ITMP)	2.9	78 993	
	3	27 852 746	23 740 353
Réserves financières			
▪	4.1		
Fonds réservés			
Fonds de roulement	5		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	6		
Fonds local d'investissement	7		
Fonds local de solidarité	8		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	9		
Autres			
▪	10.1		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	11	()	()
Financement des investissements en cours	12	(3 754 310)	383 728
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	13	215 459 574	198 468 166
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	14		
	15	243 410 666	233 791 612

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	13 030 310
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	124 215 875

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	9 276 000	9 276 000
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5		
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6		
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7		
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	9 276 000	9 276 000

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023		2022
		Budget	Réalisations	Réalisations
Fonctionnement				
Taxes	12	101 738 400	101 338 256	98 688 968
Compensations tenant lieu de taxes	13	3 901 000	4 107 427	3 920 272
Quotes-parts	14			
Transferts	15	900 000	1 227 679	992 632
Services rendus	16	34 194 200	35 402 406	34 980 082
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	15 842 400	14 786 884	14 007 802
Autres	18	3 335 700	4 213 212	2 367 838
	19	159 911 700	161 075 864	154 957 594
Investissement				
Taxes	20			
Quotes-parts	21			
Transferts	22		3 027 334	2 272 142
Autres	23			
	24		3 027 334	2 272 142
	25	159 911 700	164 103 198	157 229 736

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget 2023		Réalizations 2023		Réalizations 2022
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale	1	26 154 500	25 454 534	865 960	26 320 494	25 153 540
Sécurité publique						
Police	2	16 104 900	16 079 212		16 079 212	16 862 342
Sécurité incendie	3	9 096 500	9 120 586	160 779	9 281 365	9 323 095
Autres	4	4 499 900	4 254 590	176 843	4 431 433	4 282 012
Transport						
Réseau routier	5	14 253 400	13 611 875	2 990 967	16 602 842	14 578 686
Transport collectif	6	14 753 600	14 753 556		14 753 556	15 206 823
Autres	7	2 281 500	1 932 205	56 476	1 988 681	1 613 770
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	7 801 200	7 082 851	1 111 053	8 193 904	8 240 548
Matières résiduelles	9	3 543 000	3 369 569		3 369 569	3 255 545
Autres	10	119 000	118 980		118 980	60 106
Santé et bien-être	11	1 191 600	1 191 601		1 191 601	901 308
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	3 285 400	2 751 844	8 931	2 760 775	2 460 120
Promotion et développement économique	13	951 800	951 842		951 842	1 142 014
Autres	14	1 423 000	1 422 938		1 422 938	1 467 599
Loisirs et culture	15	14 652 400	13 892 123	2 371 514	16 263 637	15 519 423
Réseau d'électricité	16	27 793 000	28 219 076	1 315 683	29 534 759	28 252 019
Frais de financement	17	829 500	1 218 556		1 218 556	763 772
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	148 734 200	145 425 938	9 058 206	154 484 144	149 082 722
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	9 058 200	9 058 206 (	9 058 206)		
	21	157 792 400	154 484 144		154 484 144	149 082 722

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
		Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	3 027 334	2 272 142
Éléments de conciliation à des fins fiscales			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	25 933 654)(	16 665 159)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	115 960)()
Financement à long terme des activités d'investissement	4		
Affectations			
Activités de fonctionnement	5	12 832 215	14 341 993
Excédent accumulé	6	6 052 032	
	7	(7 165 367)	(2 323 166)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	(4 138 033)	(51 024)

Extrait du rapport financier, page S14